

Études internationales



Seurot, François. *Le commerce Est-Ouest*. Paris, Éditions Économica, Coll. « Bibliothèque d'Économie Internationale », 1987, 175 p.

Daniel Colard

Volume 20, numéro 2, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702510ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702510ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Colard, D. (1989). Compte rendu de [Seurot, François. *Le commerce Est-Ouest*. Paris, Éditions Économica, Coll. « Bibliothèque d'Économie Internationale », 1987, 175 p.] *Études internationales*, 20(2), 445–447.
<https://doi.org/10.7202/702510ar>

La « diminution de la part du secteur extractif dans l'investissement international et global » se trouve plus prononcée dans les pays en développement que dans les pays développés. Cette diminution n'entraîne pas forcément un transfert vers les activités manufacturières. Même que « pour ce qui est de l'ensemble des pays en développement, l'accroissement tendanciel des investissements directs dans le secteur manufacturier, typique des années 70, s'est interrompu ». Quant à l'expansion des investissements directs internationaux dans le secteur des services dans les pays en développement, elle s'explique en grande partie par le fait que les entreprises de ce secteur (assurances, banques, services commerciaux, publicité, entre autres) « suivent généralement l'internationalisation de leur clientèle afin de conserver leurs parts de marché ». (p. 35)

L'étude de l'OCDE ne constitue pas un simple recueil de données. Bien que le style soit voulu réservé, le plaidoyer en faveur d'une libéralisation des mouvements de capitaux et le souhait d'un accroissement des investissements internationaux se dissimulent à peine. En référant à une série d'études destinées à évaluer les effets de ces investissements, on se trouve tout de même contraint de noter « que les incertitudes sont de loin plus nombreuses lorsqu'on évalue les effets à long terme des investissements directs à l'étranger, généralement indiqués comme positifs, que lorsqu'on évalue les effets immédiats, généralement constatés comme négatifs » (p. 55). À voir les pays soutenir les exportations de capitaux, on croirait assister à un renversement de maxime: en cas de doute, mieux vaut foncer! Mais présumer que les pays d'origine pourraient poser des restrictions globales à la sortie de « leurs » capitaux, ce serait supposer que la volonté politique peut facilement s'imposer et s'opposer aux décisions « rationnelles » des investisseurs.

Quant aux pays d'accueil, on se contente de ne pas « nier que la contribution des investissements directs internationaux au développement dépend pour une très large part de la politique générale du pays où ils sont réalisés ». On veut par ailleurs faire ressortir la tendance « à sous-évaluer les effets indirects de longue haleine qui résultent de la contribution de ces investissements à la compétitivité générale des pays en développement. (p. 54) Mais, il ne semble pas que ce soit demain que le centre de l'économie mondiale va se trouver radicalement déplacé! Le capital est généralement peu porté sur les politiques d'aide. À moins que tout soit assuré... C'est alors qu'il devient manifeste que la politique a encore son mot à dire. L'attrait renouvelé et accentué qu'exercent les États-Unis sur les investisseurs internationaux repose significativement sur le dynamisme de ce marché. Il ne se serait probablement pas développé au même degré si l'administration Reagan n'avait pas pris des décisions et choisi des orientations qui clarifiaient les règles de l'exploitation et de la rentabilisation. L'étude de l'OCDE n'est pas sans contribuer à projeter un éclairage intéressant sur des tendances récentes dont les explications ne tiennent pas aux seuls effets de conjoncture (économique)

Raymond HUDON

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

SEUROT, François. *Le commerce Est-Ouest*. Paris, Éditions Économica, Coll. « Bibliothèque d'Économie Internationale », 1987, 175p.

Voilà un petit ouvrage fort utile qui éclaire, sous un angle original, la portée économique et politique des échanges, au demeurant modestes, entre l'Est et l'Ouest, les États capitalistes et socialistes dévelop-

pés ou encore entre les États à économie de marché et les États à économie planifiée. L'auteur, le professeur F. Seurot, est un économiste spécialisé plus particulièrement dans la théorie des marchés et dans l'étude des pays socialistes. Il a publié en 1983 aux PUF un ouvrage intitulé : *Inflation et emploi dans les pays socialistes* et un autre : *Les économies socialistes*.

Les écrits de Marie Lavigne et Claude Lachaux ont mis l'accent sur les aspects institutionnels et politiques des échanges Est-Ouest qui représentent environ 3 % du commerce mondial. François Seurot adopte, lui, un point de vue différent : celui du soviétologue. Il écrit dans son introduction : « On analysera le commerce Est-Ouest depuis les pays de l'Est et surtout depuis l'URSS qui est le plus important de ces pays... Cela signifie que les débats occidentaux sur l'ouverture à l'Est ne seront guère examinés alors que les débats, en URSS ou dans d'autres pays socialistes, sur l'ouverture à l'Ouest seront largement commentés ».

L'étude présentée tranche donc sur les approches traditionnelles ; elle n'est naturellement pas neutre et suscitera probablement des critiques en sens contraire. Du point de vue de la forme, elle comprend trois grandes parties qui s'intitulent respectivement : « La structure des échanges » (36p), « Les Déterminants de l'échange » (40p), « Déséquilibres monétaires et balances des paiements » (48p). L'ensemble est accompagné d'une bibliographie substantielle, en langue française et étrangère.

Dans la première partie l'auteur décrit la structure économique des échanges Est-Ouest en examinant en deux courts chapitres d'abord « La nature et les caractéristiques des relations » entre les États capitalistes et socialistes (autarcie, ouverture, modalités des échanges), puis l'« évolution des échanges » sous Staline (1924-1953), sous Khrouchtchev (1953-1964) et

de 1965 à 1985. Des tableaux statistiques visualisent ces relations économiques et permettent de synthétiser les hauts et les bas de ce commerce.

Dans une deuxième partie, la plus développée (54p), F. Seurot se penche sur « Les Déterminants de l'échange ». La recherche des « déterminants du commerce Est-Ouest » fait l'objet d'un chapitre spécial fort instructif ; un autre est consacré aux « transferts de technologie » (la nature, les formes, la mesure, les effets) ; un troisième chapitre aborde – avec des développements parfois trop techniques pour les non-spécialistes – la « justification doctrinale », c'est-à-dire les « échanges Est-Ouest et la théorie de l'échange international dans les pays socialistes » (l'analyste marxiste des fondements de cet échange et les critères d'optimisation du commerce extérieur dans les économies socialistes).

In fine, la troisième partie (48p) – assez complexe mais claire – prend en considération la question délicate des « Déséquilibres monétaires et des balances des paiements ». Sont examinés successivement en trois chapitres : la convertibilité des monnaies et les paiements nationaux ; les ajustements de la balance des paiements ; les politiques d'équilibre de la balance des paiements en URSS. Si la théorie des ajustements de la balance des paiements est formulée en termes mathématiques un peu hermétiques, la politique commerciale de l'Union soviétique – quant à ses tendances générales – est présentée très simplement. Les importations de cette superpuissance obéissent à quatre objectifs : deux sont structurels – compenser le déficit alimentaire de l'URSS et aider l'industrie à rattraper son retard technologique dans le secteur de la chimie et de l'informatique – deux sont conjoncturels et donc difficiles à prévoir à terme : corriger les erreurs du plan et profiter de certaines opportunités imprévues. Les ventes soviétiques d'or et de gaz permettront de couvrir

les importations correspondant aux objectifs structurels; il n'est pas certain du tout qu'elles puissent financer les deux autres.

En conclusion, François Seurot souligne que les économies des États socialistes ont connu dans les années 1970 deux conditions très favorables à la croissance: les livraisons de pétrole soviétique à des prix inférieurs aux cours mondiaux d'une part, et un accès facile aux crédits occidentaux, d'autre part. La situation a beaucoup évolué depuis. De 1982 à 1986, les politiques d'austérité suivies à l'Est ont ralenti la croissance et les échanges parce qu'il fallait rétablir l'équilibre des paiements en devises. En réalité, les États socialistes ont ralenti moins la consommation que l'investissement. La question posée depuis l'arrivée de l'équipe Gorbatchev au pouvoir au Kremlin est la suivante: une fois passée la phase d'austérité et obtenu l'assainissement financier (dettes), une relance de la production stimulera-t-elle le commerce Est-Ouest? L'auteur pense qu'il n'y a pas de « dynamique propre aux échanges » entre États à économie de marché et États à économie planifiée. Il existe, écrit-il, des facteurs qui favorisent son développement et d'autres qui incitent les États socialistes à intensifier les échanges entre eux, sans passer par une ouverture vers l'extérieur. Les « facteurs politiques » ne joueraient pas un rôle prépondérant. En effet – on peut accepter ou contester plus ou moins cette analyse – « pour les responsables soviétiques la Détente est le moyen d'obtenir des résultats économiques en matière d'importation de technologies nouvelles et de conditions de crédits ». N'est-elle pas aussi imposée par des facteurs politiques intérieurs et un moyen d'endormir la vigilance de l'Occident pour favoriser la progression ou l'exportation du système socialiste, comme L. Brejnev l'a si bien fait entre 1975 et 1979?

Daniel COLARD

Faculté de Droit de Besançon, France

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

DE BRANDT, Jacques et HUGON, Philippe. Sous la direction de. *Les Tiers Nations en Mal d'Industrie*, Centre de Recherche pour une Nouvelle Économie Appliquée (CERNEA), *Économica*, Paris 1988, 335p., ISBN 2-7178-1427-2.

Dans le monde capitaliste, les relations des Tiers Nations en mal d'Industrie avec les États du Nord se tissent à l'intérieur d'un système international hiérarchisé et caractérisé par des rapports de pouvoirs asymétriques. L'objectif de l'ouvrage qui comprend trois grandes parties: « Les miroirs du monde », « Le tournoi industriel » et « les Nations singulières », consiste à faire l'analyse des « heurs et malheurs » de l'industrialisation des Tiers Nations dans ce processus.

« Les miroirs du monde » présentent les relations globales Nord-Sud dans une conjoncture de crise (L'écume des flux) et montrent les limites de certains modèles économiques standards, bancs d'essais des politiques d'ajustement, (Le rivage unique), appliqués indistinctement par les Instances internationales aux Tiers Nations ainsi que les dysfonctionnements des systèmes d'information (Le champ des sirènes).

Dans la conjoncture actuelle de crise, les équilibres financiers à court terme prennent dans les Tiers Nations les devants sur la croissance en vue de lui ouvrir le chemin. Mais s'il s'avère que les politiques déflationnistes de rééquilibrage ne font que retarder les échéances et qu'en conséquence: « À l'illusion d'un règlement de la dette par une généralisation des politiques déflationnistes doit se substituer une redistribution des flux financiers apurant les comptes et se plaçant dans une perspec-